

Questions orales

Une idée circule au Canada, chez les consommateurs et les petites entreprises, selon laquelle les banques récupèrent les pertes qu'elles subissent au chapitre de leurs investissements dans l'immobilier en allant puiser dans les poches des consommateurs et des petites entreprises.

Certaines banques ont annoncé un gel sur leurs frais de service. C'est comme retirer l'auge une fois l'animal repu.

Je voudrais que le ministre, qui est aussi ministre d'État chargé de l'Agriculture, réponde à la question suivante: va-t-il convoquer les banquiers pour leur dire d'abaisser leurs frais de service avant de les geler?

[Français]

L'hon. Pierre Blais (ministre des Consommateurs et des Affaires commerciales et ministre d'État (Agriculture)): Monsieur le Président, il y a une semaine ou peut-être un peu plus, le ministre des Finances et moi-même avons mentionné en cette Chambre que nous avons été informés par les banques qu'il n'était pas question de faire payer aux consommateurs des pertes quelconques encourues, d'un côté ou de l'autre, lors de transactions immobilières. Nous avons rassuré la Chambre à quelques reprises à ce sujet.

Mon collègue sait également que j'ai personnellement rencontré les représentants des banquiers afin d'intervenir auprès d'eux pour que les taux d'intérêt sur les cartes de crédit—sujet qui le préoccupe—soient diminués. Ils l'ont été de près de 5 p. 100 et actuellement, les taux d'intérêt se situent à 7 p. 100, le plus bas niveau des dernières 20 années. C'est exceptionnel et c'est grâce aux politiques économiques de ce gouvernement. Je crois que c'est tout à l'avantage des consommateurs.

[Traduction]

M. John R. Rodriguez (Nickel Belt): Monsieur le Président, la seule chose que j'ai à dire au ministre de la Consommation et des Affaires commerciales et ministre d'État chargé de l'Agriculture, c'est que c'est de la bouillie pour les chats.

Je tiens à souligner que ma question n'a rien à voir avec les taux d'intérêt sur les cartes de crédit. Il est strictement question de frais de service bancaires. Je répète, le ministre va-t-il convoquer les banquiers et leur ordonner de réduire leurs frais de service avant d'imposer un gel de ces frais, non pas pour trois banques, mais bien pour les six plus grandes banques?

• (1500)

[Français]

L'hon. Pierre Blais (ministre des Consommateurs et des Affaires commerciales et ministre d'État (Agriculture)): Monsieur le Président, comme mon collègue l'a justement souligné tout à l'heure, plusieurs banques ont

déjà mentionné qu'elles gelaient ces frais pour une certaine période de temps. Cela démontre qu'il y a une concurrence très vive actuellement. D'ailleurs, il est de notoriété publique qu'il y a une concurrence féroce actuellement à travers les institutions financières. Les taux d'intérêt sont à leur plus bas niveau et les banques font des pieds et des mains pour aller chercher les consommateurs, ce qui est tout à l'avantage de ces derniers. Plutôt que de blâmer le gouvernement, mon collègue devrait nous remercier et nous féliciter pour nos politiques économiques.

* * *

[Traduction]

L'INFRASTRUCTURE MUNICIPALE

L'hon. Alan Redway (Don Valley-Est): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances qui a signalé qu'il cherchait des moyens d'aider le Canada à être compétitif en améliorant notre infrastructure municipale tout en respectant nos contraintes financières.

On n'a pas encore engagé publiquement un tiers environ du budget de 1 milliard de dollars affecté au Plan vert.

Le ministre pourrait-il nous dire s'il est disposé à aider le secteur de l'environnement à améliorer notre compétitivité en utilisant le reste des crédits destinés au Plan vert pour redonner du travail aux Canadiens ainsi que bâtir et rénover nos infrastructures municipales, plutôt que de consacrer tout cet argent à d'autres études?

L'hon. John McDermid (ministre d'État (Finances et Privatisation)): Monsieur le Président, je remercie le député de sa question car elle me permet de signaler que le Plan vert prévoit des crédits de 250 millions de dollars sur six ans pour des infrastructures destinées aux Indiens du pays, pour nos autochtones, afin de leur permettre d'améliorer leurs systèmes d'adduction d'eau et d'égout. Grâce au Plan vert, nous apportons notre aide dans un domaine où les besoins sont pressants.

En ce qui concerne l'infrastructure des municipalités, je rappelle au député que nous avons entrepris des travaux dans nos aéroports, afin d'améliorer les installations, ce qui créera de l'emploi et favorisera l'activité économique. Nous participons au projet de lien fixe entre l'Île-du-Prince-Édouard et le continent qui sera financé par le secteur privé, avec l'appui du gouvernement cependant.

Comme les premiers ministres provinciaux l'ont mentionné lors de leur réunion avec le premier ministre, nous envisageons de collaborer avec les municipalités relativement à la transcanadienne et notre réseau routier national. Des discussions sont en cours à ce sujet avec les provinces.